

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

24 mars 2021

---

**LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - (N° 3995)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 3216

présenté par  
M. Bazin et Mme Genevard

-----  
**ARTICLE 11**

À l'alinéa 1, après le mot :

« carrés »

insérer les mots :

« et dont au moins 50 % du chiffre d'affaires est assuré par la vente de denrées alimentaires ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Aucune distinction n'est faite par l'article 11 du projet de loi entre les grandes et moyennes surfaces à dominante alimentaire, dont au moins 50% du chiffre d'affaires est assuré par la vente de denrées alimentaires, et les surfaces de vente spécialisées.

Or, l'objectif fixé visant à ce que 20% de la surface de vente soient consacrés à la vente en vrac, d'ici 2030, ne semble pas atteignable pour les surfaces de vente spécialisées, dont l'offre est généralement dédiée à une seule catégorie de produits.

Alors que la vente en vrac se développe de plus en plus dans le secteur alimentaire, elle reste encore bien souvent à l'état de projet ou en cours d'expérimentations pour divers secteurs non alimentaires, du fait de contraintes notamment techniques, sanitaires ou réglementaires, par exemple l'électroménager, les cosmétiques ou l'informatique. Ces surfaces de vente spécialisées ne seront donc pas en capacité d'atteindre les objectifs ambitieux de la loi, sans le vrac alimentaire.

L'objet de cet amendement vise donc à préciser la rédaction de l'article 11, afin que celui-ci concerne uniquement les commerces de vente dont la surface est supérieure à 400 m<sup>2</sup>, et dont au moins 50% du chiffre d'affaires est assuré par la vente de denrées alimentaires.